



Gaza : le Fatah ramène Israël dans ses valises

Ahmad Abu Amer - *Le Hamas refuse le retour à une participation israélienne dans le contrôle du passage frontalier avec l'Égypte.*

L'Autorité Palestinienne (AP) [veut ressusciter](#) un vieil arrangement conclu avec Israël, mais le pacte n'est pas plus populaire auprès du Hamas aujourd'hui qu'il y a 12 ans.

Dans le cadre de la récente réconciliation palestinienne entre le Hamas à Gaza et le Fatah/AP en Cisjordanie, l'AP a pris en charge l'administration des passages frontaliers de Gaza le 1er novembre.

L'AP insiste sur la relance de l'Accord de 2005 sur les déplacements et l'accès, qui impose des restrictions sur l'utilisation des accès à la bande de Gaza. Le Hamas rejette catégoriquement l'idée. L'AMA, que la Commission européenne a soutenue, a couvert tous les passages de Gaza, y compris le passage de Rafah en Égypte, mais a été suspendu en juin 2007 immédiatement après que le Hamas ait pris le contrôle du territoire assiégé. En conséquence, la commission s'est retirée et Israël a annoncé que l'AMA n'était plus en vigueur.

L'AP dit que l'AMA est nécessaire maintenant pour garantir la sécurité des passages. Le Hamas réplique que le pacte invite inutilement Israël et la Commission européenne à s'immiscer dans les affaires palestiniennes et entravera les mouvements des personnes à travers Rafah.

Mustafa al-Sawwaf, analyste politique et ancien rédacteur en chef du journal local Felesteen, estime que la requête de l'Autorité palestinienne pour relancer l'AMA est une tentative de flirter avec Israël et de démontrer ainsi que l'AP est attachée aux accords signés. Il a déclaré à Al-Monitor que l'insistance de l'Autorité palestinienne à coopérer avec Israël était une trahison et avait été qualifiée de crime en vertu de l'accord de réconciliation de 2011 [qui avait échoué](#).

« C'est un point de passage palestino-égyptien, et Israël n'a rien à voir avec ça. Alors, pourquoi l'AP insiste-t-elle sur l'AMA? », a demandé Sawwaf.

[LIRE ÉGALEMENT : Les autorités égyptiennes rackettent impitoyablement les Palestiniens qui veulent quitter la Bande de Gaza](#)

Hussein al-Sheikh, chef de l'Autorité des affaires civiles de l'Autorité palestinienne, a déclaré dans un [communiqué de presse](#) le 31 octobre que l'AP remplirait à la mi-novembre toutes les conditions requises pour l'ouverture du terminal de Rafah, conformément à l'AMA.

Des sources palestiniennes bien informées dans la bande de Gaza ont déclaré à Al-Monitor, sous couvert d'anonymat, que le Hamas et d'autres factions élaboraient des suggestions sur la façon d'exploiter le passage sans avoir besoin de l'AMA. Cela sera discuté dans des discussions qui auront lieu au Caire le 21 novembre.

Les Palestiniens de Gaza ne peuvent qu'espérer que les factions puissent persuader l'AP de changer d'avis durant ces discussions. L'AMA [a été exploitée](#) par Israël pour empêcher de nombreux membres d'organisations palestiniennes de traverser le terminal de Rafah en 2005 et 2006.

Azzam al-Ahmad, un membre du Comité central du Fatah, a déclaré à la radio Sawt Palestine le 1er novembre : « Toutes les dispositions nécessaires ont été prises du côté palestinien au terminal de Rafah et la police européenne sera présente conformément à l'AMA signée en 2005. La garde présidentielle sera déployée le long de la frontière avec l'Égypte et assurera la sécurité du passage. »

Une délégation de la [Commission européenne](#) a visité le terminal de Rafah le 25 octobre à la demande de Kenneth Deane, chef des commissions de sécurité de l'UE. M. Deane s'est rendu en Israël et dans les territoires palestiniens occupés et a rencontré des représentants des deux côtés pour discuter de l'avenir du passage de Rafah.

Nazmi Muhanna, le directeur général de l'Autorité palestinienne pour les postes frontaliers, a déclaré à Al-Monitor que l'Autorité palestinienne ne verrait pas d'inconvénient à ce que la Commission européenne reprenne ses fonctions au terminal.

Shadi Othman, un porte-parole du bureau du représentant de l'Union européenne dans les Territoires palestiniens, a confirmé à Al-Monitor que la Commission européenne discutait d'une éventuelle mise en œuvre de l'AMA avec l'AP, l'Égypte et Israël. Mais jusqu'à présent, aucune des parties n'a formellement demandé à la commission de retourner au point de passage de Rafah.

Israël est citée à plusieurs reprises comme étant le responsable de l'échec de l'AMA. Kayed al-Ghul, membre du bureau politique du [Front Populaire de Libération de la Palestine](#), a déclaré à Al-Monitor: « L'AMA doit être suspendue une fois pour toutes, d'autant plus qu'elle restreint le mouvement des Palestiniens et permet une implication israélienne direct. L'AMA confère à Israël le pouvoir de décider qui entre et sort de Gaza. »

L'AMA déclare: « L'AP informera le gouvernement israélien 48 heures à l'avance du passage de toute personne, excepté dans les catégories suivantes - des diplomates, des investisseurs étrangers, des représentants étrangers d'organisations internationales reconnues et dans des cas humanitaires ».

[LIRE ÉGALEMENT : Vouloir sortir de Gaza, c'est tomber en enfer !](#)

Al-Ghul a ajouté : « La présence de la Commission européenne à la traversée visait à assurer le contrôle par Israël du mouvement des personnes. Les ordinateurs et les caméras qui se trouvent à l'intérieur du passage sont gérés par des Palestiniens et des Européens et reliés électroniquement aux ordinateurs de l'armée israélienne, ce qui lui permet de voir directement tout ce qui se passe au passage ».

Ghul a souligné que l'annulation définitive de l'AMA est nécessaire parce que le point de passage de Rafah est situé aux frontières palestinienne et égyptienne, et Israël n'a donc rien à voir avec cela. Dans la même veine, Yahya Moussa, responsable du Hamas et membre du Conseil législatif palestinien, a déclaré à Al-Monitor que le Conseil refusait de revenir à l'AMA, puisque l'accord est conçu pour ce qu'il appelle la domination et la tutelle israéliennes sur le passage.

« Au cours des 10 dernières années, la traversée a fonctionné par intermittence sous l'administration palestinienne-égyptienne sans jamais avoir recours à l'AMA. C'est pourquoi nous constatons que l'insistance de l'Autorité palestinienne à adopter l'AMA est surprenante, car celle-ci n'a duré qu'un an et ne peut être renouvelée qu'avec le consentement des deux parties à l'accord », a déclaré M. Moussa.

La présence de la Commission européenne au passage [de Rafah] favorise Israël, lui permettant de contrôler qui traverse ou non, dit-il : « Dans le passé, Israël demandait à la commission de se retirer [du site] chaque fois que cela lui chantait, et fermait ainsi la traversée. »



#Ahmad Abu Amer est un écrivain et journaliste palestinien, travaillant pour plusieurs médias, à la fois locaux et internationaux. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université islamique de Gaza. Il a co-écrit un livre sur le blocus de Gaza pour l'Agence turque Anadolu.

Articles [du même auteur](#).

8 novembre 2017 - *Al-Monitor* - Traduction : [Chronique de Palestine](#)